



**PRÉFÈTE
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

Arrêté préfectoral n° 2026-882 du 21 mai 2026

mettant en demeure la société MSE Haut de Bane de respecter la mise en place des panneaux de signalisation des risques liés à l'exploitation de son parc éolien sur le territoire des communes de RUMONT et d'ÉRIZE-SAINT-DIZIER

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'environnement, notamment l'article R 516-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 8 avril 2026 portant nomination de Mme Anne-Florence CANTON, Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2026-789 du 8 avril 2026 accordant délégation de signature à Mme Alice MALLICK, Sous-Préfète de Verdun, chargée de l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU les permis de construire n° PC 5544604F0002, n° PC 5544604F0002 2 et n° PC 5517805F0001 délivrés le 8 novembre 2005 pour l'implantation de 6 éoliennes et 2 poste de livraison sur le territoire des communes de RUMONT et d'ÉRIZE-SAINT-DIZIER ;

VU le donné acte du 28 août 2012 accordant le bénéfice de l'antériorité à la société MSE Haut de Bane pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire des communes de RUMONT et d'ÉRIZE-SAINT-DIZIER ;

VU la visite de contrôle de l'inspection des installations classées, réalisée le 18 février 2026, du parc éolien appartenant à la société MSE Haut de Bane ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand-Est, référencé 114-2026 en date du 17 mars 2026, établi à la suite de la visite de contrôle précitée, et dont une copie a été transmise à la société MSE Haut de Bane, par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 17 mars 2026, conformément aux dispositions fixées par les articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté préfectoral mettant en demeure la société MSE Haut de Bane de respecter la mise en place des panneaux de signalisation des risques liés à l'exploitation de son parc éolien, transmis par courrier recommandé avec le rapport de l'inspection afférent, en date du 17 mars 2026 ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 précité, impose que : « Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. » ;

CONSIDÉRANT l'absence, pour chaque aérogénérateur du parc éolien de la société MSE Haut de Bane, de panneaux indiquant les prescriptions à observer par les tiers, constatée par l'inspection des installations classées lors de la visite du 18 février 2026 ;

CONSIDÉRANT, de ce fait, le non-respect de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 précité ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Portée du présent arrêté

La société MSE Haut de Bane, dont le siège social est situé 215 Rue Samuel Morse, Le triade II à Montpellier (34 000), est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions suivantes de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire des communes de RUMONT et d'ÉRIZE-SAINT-DIZIER :

« Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant la Cour administrative d'appel de NANCY – 6 rue du Haut-Bourgeois – 54 035 NANCY Cedex, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R.311-5 du Code de justice administrative, par le pétitionnaire ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La Cour administrative d'appel peut être saisie via l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 : Publication et information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois, en vue de l'information des tiers.

Article 5 : Exécution

- La Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse par intérim,
- l'Inspecteur des installations classées (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

*** à titre de notification à :**

- Monsieur le Directeur de la société MSE Haut de Bane,

*** à titre d'information à :**

- Monsieur le Directeur départemental des territoires – service environnement,
- Monsieur le Maire de la commune de RUMONT,
- Monsieur le Maire de la commune d'ÉRIZE-SAINT-DIZIER.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Sous-Préfet de Commercy


Eric LE ROUX

